

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 301 / Mai 2020

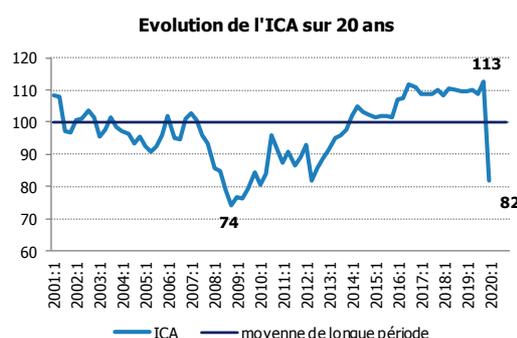
# TENDANCES CONJONCTURELLES

## 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2020

### Un confinement qui pèse sur le climat des affaires

L'expansion rapide de la pandémie Covid-19 s'est traduite en Polynésie française par un arrêt quasi-général de l'activité économique et des échanges avec l'extérieur dès la fin du mois de mars.

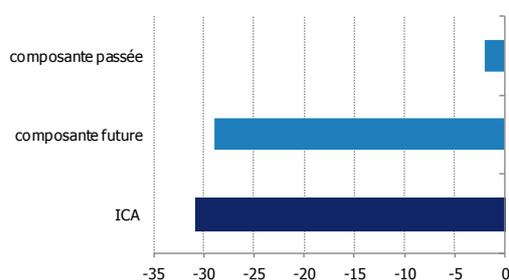
Le trimestre s'achève sur une note très négative, avec un moral des entreprises en berne. L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui avait terminé l'exercice 2019 à son plus haut historique, 113 points, chute de 31 points, jusqu'à 82 points, niveau non observé depuis la dépression de 2009-2012.



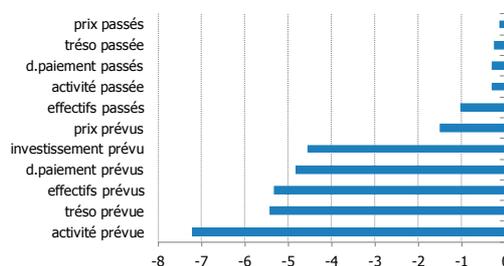
La plus forte contribution à la dégradation soudaine de l'ICA tient essentiellement aux perceptions pessimistes des chefs d'entreprise sondés sur le futur proche.

Leurs appréhensions se portent en premier lieu sur le devenir de leur activité et leur situation de trésorerie. Ils craignent également de devoir redimensionner à la baisse leurs effectifs et leurs projets d'investissements.

**Contributions à l'évolution de l'ICA au premier trimestre 2020**



**Contributions à l'évolution de l'ICA au premier trimestre 2020**



### Hausse des prix dans l'alimentaire

Au premier trimestre 2020, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,9 % en rythme annuel. La plus forte contribution à la hausse vient des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5 %). La progression des tarifs de la division logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+1,9 %) et des transports (+0,8 %) est moins marquée.

La tendance globale est néanmoins atténuée par la contraction de 13 % des tarifs des communications, favorisée par l'arrivée d'un troisième opérateur de téléphonie mobile en décembre 2019.

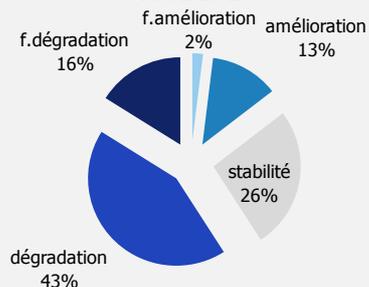
## IMPACT DU COVID-19 SUR L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

Dans l'enquête de conjoncture IEOM du premier trimestre 2020, les chefs d'entreprise ont été interrogés sur leur ressenti quant à l'impact immédiat du Covid-19 sur leur activité et leurs perspectives pour le trimestre à venir (deuxième trimestre 2020).

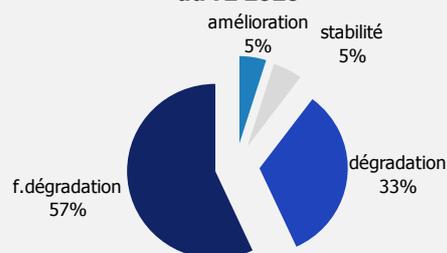
La majorité s'attend à une dégradation visible dès les premiers mois de l'année (57 % des répondants), surtout l'hôtellerie (100 %) et les industries agroalimentaires (75 %). 14% des répondants escomptent une amélioration de leur courant d'affaires, notamment les commerçants (45 % d'entre eux). Enfin, 25 % des entreprises estiment ne pas avoir subi d'impact significatif au premier trimestre 2020.

Pour le deuxième trimestre 2020, le pessimisme se généralise (89 % des répondants), beaucoup de chefs d'entreprise redoutant une forte dégradation des conditions d'activité (57 % contre 15 % pour le premier trimestre). Il ne reste plus que 5 % des entreprises à anticiper un chiffre d'affaires stable pour le deuxième trimestre, surtout dans le secteur primaire (37 %) et les industries agroalimentaires (18 %). Enfin, les rares qui entrevoient une amélioration de leur situation (5 %) interviennent dans les services marchands (17 %), le commerce de détail (6 %) et le secteur primaire (5 %).

### Impact du Covid19 sur l'activité au T1 2020



### Prévision d'impact du Covid19 sur l'activité au T2 2020



## Des perspectives incertaines pour l'emploi

En début d'année, l'emploi poursuit une trajectoire positive amorcée en 2019. Ainsi, l'Indice de l'emploi salarié (IES) progresse de 1,3 % en glissement annuel au premier trimestre grâce à la construction (8,7 %) et aux services (1,1%) qui restent les secteurs les plus dynamiques. Cependant, une baisse de 0,6 % de l'IES pour l'hôtellerie-restauration porte la marque d'une dégradation importante sur la fin de la période, ce dernier perdant 2,7 % sur le seul mois de mars.

Face à la crise qui touche une grande partie du tissu économique polynésien et en raison des incertitudes liées à la reprise de l'activité, de nombreux entrepreneurs interrogés par l'IEOM envisagent de réduire leurs effectifs. Néanmoins, dans un premier temps, le Revenu Exceptionnel de Solidarité, indemnité par le Pays versée, à la demande des entreprises, aux salariés ne pouvant poursuivre leur activité pendant la durée du confinement, a permis de reporter les décisions d'ajustement des effectifs.

L'évolution de l'emploi dans les prochains mois reste donc conditionnée par la durée de la crise et la rapidité de la reprise dans chacun des secteurs.

## La consommation, l'élément clef pour la reprise

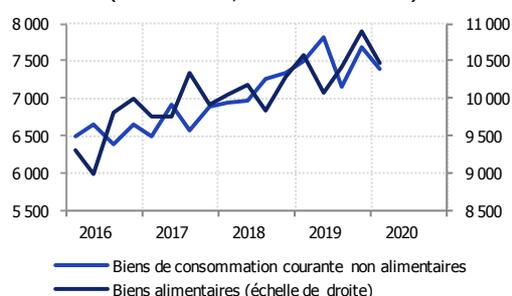
Les commerçants interrogés témoignent d'une activité régulière au cours du premier trimestre, qui leur a permis de conforter leur trésorerie. Ce dynamisme est soutenu par les crédits à la consommation des particuliers, dont l'encours progresse de 6,3% par rapport à l'année précédente\* .

Mais le confinement de l'ensemble de la population entré en vigueur le 20 mars a imposé la fermeture d'une part importante des commerces et a suspendu les ventes de produits ne relevant pas d'une première nécessité.

Le marché automobile polynésien est directement affecté ; un recul des immatriculations de 11,6 % en glissement annuel est enregistré dès le premier trimestre.

Principal moteur de la croissance, l'état de la consommation dans les prochains mois constituera un marqueur clef de l'intensité de la crise.

### Importations de biens destinés aux ménages (données CVS, en millions de FCFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisées par l'IEOM

\* Données relatives aux seuls établissements de crédit implantés en Polynésie française.

## Une pause dans les projets d'investissement

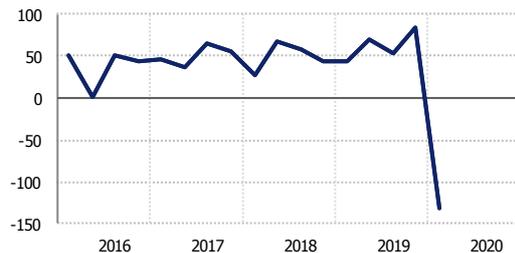
Au premier trimestre 2020, l'investissement est soutenu pour l'ensemble des agents économiques. L'encours des crédits à l'équipement des entreprises progresse en glissement annuel (+9,8 %), tout comme celui de l'habitat des ménages (+7,4 %)\*.

Fort de sa situation financière, le Pays a également prévu, dans son projet de budget 2020 présenté à l'Assemblée de la Polynésie française fin 2019, un renforcement de ses dépenses d'investissement, à 30,2 milliards de F CFP.

Néanmoins, l'absence de visibilité induite par le Covid-19 a contraint les entrepreneurs de tous les secteurs à renoncer à leurs projets d'investissement dans les douze prochains mois. Quant au Pays, il a dû redimensionner ses priorités budgétaires, notamment au détriment de l'investissement.

### Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an

(centrées sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

## Un élan rompu en fin de trimestre

### Gel du secteur touristique

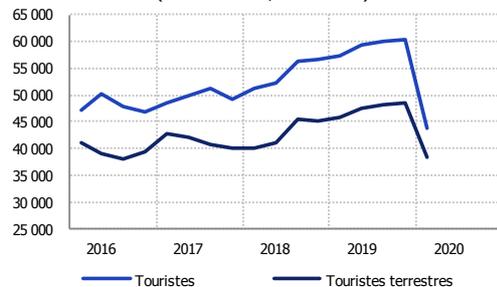
En raison des premières mesures de lutte contre le Covid-19, la fréquentation touristique est divisée par trois au mois de mars en glissement annuel, induisant une baisse cumulée de 26,8 % sur le trimestre.

L'interdiction des escales de croisière en Polynésie française dès le 12 mars, puis la suspension progressive des vols en fin de mois ont conduit à la paralysie totale du secteur et à la fermeture des établissements hôteliers.

Cette interruption de l'activité et l'absence de visibilité sur la réouverture des frontières inquiètent les professionnels interrogés par l'IEOM qui anticipent pour le deuxième trimestre un accroissement de leurs charges d'exploitation et un effondrement de leur trésorerie.

### Fréquentation touristique

(données CVS, en nombre)



Source : ISPF, - CVS IEOM

### Inquiétude dans le secteur secondaire

Poursuivant la dynamique impulsée en 2019, le secteur du BTP conserve une activité correcte au premier trimestre, en dépit de la contraction des dépenses liquidées par la Direction de l'équipement, -5,5 % en glissement annuel. Quant aux professionnels de l'industrie, ils ont observé un rebond de leur courant d'affaires. Mais les mesures de confinement et les restrictions imposées au fret de matériaux ont fortement limité l'activité à la fin de la période.

Pour le trimestre suivant, les entrepreneurs se montrent pessimistes, craignant de devoir réduire leurs effectifs dans un contexte d'activité fortement ralentie. Ils s'attendent en outre à une dégradation marquée de leur trésorerie.

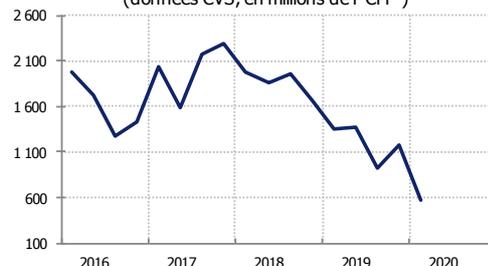
### De mauvais résultats à l'export pour le secteur primaire

Au cours des trois premiers mois de l'année, les volumes d'exportation du secteur primaire chutent lourdement, à l'instar de la vanille (-43,2 % en glissement annuel), du poisson (-35,5 %) et surtout des perles brutes (-60,7 %), fortement tributaires du transport aérien.

Les recettes des ventes de ces dernières sont divisées par trois (0,4 milliard de F CFP contre 1,3 au premier trimestre 2019), victimes de l'interruption des échanges avec Hong-Kong et la Chine.

### Exportations perles brutes

(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes - CVS IEOM

## UNE CONTRACTION DÉJÀ MARQUÉE DE L'ACTIVITÉ MONDIALE AU PREMIER TRIMESTRE

Les dernières perspectives économiques publiées par le FMI sont particulièrement incertaines pour l'année 2020 dans un contexte de crise sanitaire mondiale ayant de graves répercussions sur l'activité économique. Selon le scénario de base retenu (hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre 2020), le PIB mondial devrait enregistrer un repli de 3 % sur l'année. Ces prévisions sont toutefois soumises à de nombreuses inconnues qui pourraient profondément modifier l'absorption des chocs et la reprise de l'activité (évolution de la pandémie, efficacité des mesures de confinement, intensité des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement, modification des comportements de consommation, évolution des conditions financières mondiales notamment).

Aux **États-Unis**, le PIB s'est contracté de 1,2 % au premier trimestre 2020, en glissement trimestriel, alors que le confinement a été ordonné à partir du 19 mars dans certains États. Il s'agit de la plus importante baisse enregistrée depuis le quatrième trimestre 2008 lorsque le pays était directement touché par la crise financière. Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI anticipe une chute du PIB de 5,9 %.

Dans la **zone euro**, l'activité a baissé de 3,8 % au cours du premier trimestre. Il s'agit du recul le plus marqué depuis le début des séries temporelles en 1995. A fin mars, l'inflation est particulièrement modérée dans la zone (+0,7 %) tandis que le taux de chômage est resté stable par rapport au trimestre précédent (7,4 %). Sur l'année entière, le PIB pourrait enregistrer un repli de 7,5 % selon le FMI, avec écarts marqués d'un pays à l'autre.

Selon l'Insee, le PIB de la **France** a diminué de 5,8 % au premier trimestre 2020. Jamais un tel recul n'avait été enregistré depuis le début du calcul de la série trimestrielle en 1949. Cette évolution est principalement liée à l'arrêt des activités « non essentielles » dans le contexte de mise en place du confinement, initié mi-mars. Cela a principalement pesé sur la formation brute de capital fixe, qui chute de 11,8 % sur le trimestre, tandis que la consommation des ménages se replie de 6,1 %. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait reculer de 7,2 % selon le FMI.

Au **Japon**, la contraction du PIB a été moins marquée durant le premier trimestre (-0,9 %). Cela s'explique principalement par le fait que l'archipel a été touché dans une moindre mesure par la pandémie, sans qu'un confinement strict de la population n'ait été imposé. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,2 %.

Selon les projections du FMI pour l'année 2020, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB décliner de 1,0 %. Les pays asiatiques seraient les plus résilients face à la crise (+1 % de croissance anticipée), à l'inverse des **pays émergents et en développement d'Europe** et d'**Amérique latine** (-5,2 % pour ces deux sous-groupes).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 18 mai 2020.

## LA PREMIÈRE RÉGION TOUCHÉE PAR LA CRISE

Première région touchée par la crise sanitaire induite par la *Covid-19*, l'Asie-Pacifique a connu un premier trimestre 2020 dégradé. La **Chine** a ainsi vu son PIB se contracter de 6,8 % par rapport à l'année précédente, impactant directement les dragons asiatiques tels que **Hong-Kong** (-8,9 %) et **Singapour** (-2,2 %), particulièrement sensibles au ralentissement des échanges. De même, les pays de l'**ASEAN** ont souffert de l'interruption prolongée du tourisme et de la rupture des chaînes de valeurs dans lesquelles leurs économies sont particulièrement intégrées (électronique, textile et en moindre mesure automobile). Toutefois, ce repli régional a permis aux membres de cette zone de libre-échange de devenir temporairement les premiers partenaires commerciaux de la Chine devant l'Union européenne et les États-Unis.

Face à la crise économique, la plupart des banques centrales d'Asie Pacifique ont assoupli leurs politiques monétaires, notamment en diminuant leurs taux directeurs (**Chine, Vietnam, Corée du Sud...**) ou en abaissant leurs exigences de réserves obligatoires (**Malaisie, Philippines...**). Tous les gouvernements ont quant à eux introduit des mesures de soutien de l'activité financées sur les excédents budgétaires accumulés (**Singapour**) ou par l'émission d'obligations (**Japon, Indonésie...**).

En Océanie, la crise a coûté 600 000 emplois à l'**Australie** sur le seul premier trimestre de 2020 et plusieurs secteurs structurants tels que le tourisme semblent durablement atteints. Néanmoins, l'intervention de la Reserve Bank of Australia qui a baissé son principal taux directeur et annoncé un rachat de dette, couplé à une politique de soutien aux entreprises et aux ménages devrait favoriser une reprise rapide de la consommation interne. La **Nouvelle-Zélande**, également impactée par les mesures de confinement, devrait elle aussi pouvoir capitaliser sur une stratégie de soutien budgétaire qui engage près de 50 milliards de dollars néo-zélandais (environ 3 000 milliards de FCFP).

Enfin, bien que largement épargnées par la pandémie les **Petites économies insulaires du Pacifique** sont lourdement impactées par le blocage de la filière touristique et devraient enregistrer en 2020 une récession de 8 % pour le **Vanuatu** et de 4,3% pour **Fidji**, selon la Banque mondiale. L'aide distribuée par les puissances régionales (**Chine, Australie, États-Unis**) et des organisations internationales (Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé) devrait permettre d'atténuer la crise en offrant une source de financement pour les besoins élémentaires des États.

Alors que l'Asie a été touchée dès les premiers mois de l'année par la vague épidémique, la région Pacifique a maîtrisé la diffusion virale. Sur l'ensemble de la région, la levée des mesures de confinement est entamée au cours de la première moitié du deuxième trimestre permettant une reprise progressive de la consommation et de l'activité. Cependant, la persistance des entraves à la circulation des personnes et des marchandises va conditionner le redémarrage de pans entiers de l'économie. En réponse à ces incertitudes, les dirigeants australiens et néo-zélandais réfléchissent à la création d'une bulle trans-Tasman qui permettrait la levée de certaines restrictions de déplacement entre les deux pays.

Sources: FMI, The World Bank, Stats NZ, Gov HK, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Ministry of trade and industry (Singapore), Direction générale du Trésor.